



Encore et toujours nous sommes contre cette réforme de la retraite

A vous toutes et tous, merci d'être toujours et encore venu nombreux à l'appel de l'Intersyndicale pour affirmer que nous ne voulons pas de cette réforme des retraites.

Nous sommes 6000 une nouvelle fois dans la rue pour exiger encore une fois, pacifiquement mais clairement, que le gouvernement retire son projet de réforme tel qu'il est présenté, et principalement le report de 62 à 64 ans de l'âge de départ à la retraite. Mais pas que cela !!!

Devant l'autisme du gouvernement qui ne veut pas entendre les 9 actifs sur 10 qui refusent ce projet, il nous faut encore et encore utiliser la méthode COUE et insister sans relâche notre détermination.

Après les 10 plaies d'Égypte, voici celles de la France, les 10 raisons, maintes fois répétées, qui motivent notre détermination,

(mettre un temps d'arrêt après chaque mot)

mensonges, tromperies, contre-vérités, injustice, fausses promesses, inégalités, mascarades, menaces, brutalité, voltefaces.

En premier le mensonge sur le déficit annoncé des comptes

Pour preuve le Président du COR - Pierre-Louis BRAS - l'a par ailleurs fermement rappelé - Je cite : « Les dépenses de retraites ne dérapent pas, elles sont relativement maîtrisées, elles diminuent plutôt à terme ». , il n'y a pas de dynamique incontrôlée des dépenses de retraite.

Deuxièmement la tromperie sur la nécessité de repousser l'âge de départ

Pour preuve le déficit annoncé ces 10-15 prochaines années est extrêmement limité par rapport au budget global du régime, alors même que les prévisions annoncent un retour à l'équilibre sans besoin de réforme. Notre régime de retraite n'est donc pas en danger. Le premier recul à 62 ans et la réforme Touraine dont les effets sont toujours en cours sur le marché du travail. Il n'y a aucun besoin d'ajouter une réforme aux réformes pour compenser ce changement démographique.

Troisièmement les contre-vérités sur l'augmentation de la durée de la vie

Pour preuve l'étude de la DREES1 qui démontre que l'espérance de vie en bonne santé des Français n'a pas augmenté depuis plus de 10 ans et s'élève en France à 64,1 ans pour les femmes et à 62,7 ans pour les hommes. Les statistiques officielles parlent d'un écart de 13 ans d'espérance de vie entre les très riches et les très pauvres. A 62 ans, 25% des hommes les plus pauvres sont décédés contre 5% des plus riches. Entre 55 et 64 ans, près de la moitié des salarié.es subissent un arrêt de travail imposé (chômage, maladie ...).

Quatrièmement l'injustice pour les femmes

Pour preuve l'inégalité sur les salaires à travail égal et le résultat sur la pension de retraite. Eradiquer cette inégalité permettrait mécaniquement d'augmenter les recettes des cotisations retraites. Elles qui sont les premières à subir les temps partiels imposés qui ne permettent pas d'obtenir les trimestres nécessaires à la retraite à taux plein.

Cinquièmement les fausses promesses sur l'emploi des séniors

Pour preuve le taux d'emploi de cette catégorie et le pseudo indicateur envisagé et sans contrainte. En réalité les séniors rencontrent des difficultés pour être maintenus en emploi et actuellement, de nombreux travailleurs séniors sont au chômage, aux minimas sociaux, ou bien en invalidité à l'approche de la retraite. Le recul de l'âge de départ aura des effets économiques importants et des reports ou transferts de charge :

- Sur la branche chômage
- Sur la branche maladie
- Sur la branche ATMP - accidents du travail
- Sur les départements, pour les nouveaux bénéficiaires du RSA

Sixièmement l'inégalité de régime sur Régimes spéciaux

Que nos Députés et Sénateurs nous donnent l'exemple en supprimant les leurs. En réalité les régimes spéciaux, font partie du contrat social. Ils sont la contrepartie des bas salaires, des horaires décalés, du travail de nuit ou le weekend, de conditions de travail spécifique à certaines professions, de la pénibilité.

Avec la suppression des régimes spéciaux, c'est aussi une perte d'attractivité majeure pour de nombreux métiers qui peinent déjà à recruter.

Et on ne change pas la règle pendant le match

Septièmement la mascarade sur la pension minimale

Pour preuve le Gouvernement s'engagerait enfin à appliquer la loi de 2003 qui fixe la pension minimale à 85% du SMIC (1200€ brut), montant à peine supérieur au déclenchement du seuil de pauvreté.

Cette mesure ne concerne que les personnes ayant eu une carrière complète au SMIC, alors que la plupart des retraités précaires voient leur pension diminuée justement du fait des difficultés d'accès à une carrière complète.

En revanche, aucune revalorisation du minimum vieillesse qui stagne à 961€ maximum pour les carrières incomplètes entre 64 et 67 ans

Huitièmement les menaces sur ce que notre mouvement ferait courir au pays

Pour preuve les diverses déclarations de ministres essayant de retourner l'opinion publique en listant des conséquences de notre action auraient pour le pays, sans regarder ce que **eux** font courir sur notre démocratie. Ou va aller notre pays si cette réforme passe en force, ce seront eux les responsables, pas nous.

Neuvièmement la brutalité avec les règles sur la pénibilité

Pour preuve le détricotage incessant des règles et prise en compte des clauses de pénibilité, mourir au travail, vieillir cassé n'est pas notre objectif.

Et enfin Dixièmement les volte faces de nos gouvernants

Pour preuve notre président qui affirmait en 2019 lors du grand Débat national, je cite ses mots : « Faut-il reculer l'âge de la retraite qui est aujourd'hui à 62 ans, je ne le crois pas, pour 2 raisons, la première c'est que je me suis engagé à ne pas le faire ... la deuxième c'est que tant qu'on n'a pas réglé le problème du chômage dans notre pays, franchement ce serait assez **hypocrite** de reculer l'âge légal. » (<https://youtu.be/KGyxcYvcjTk>).

De même notre ministre de la retraite Olivier DUSSOPT, ancien Socialiste qui était opposé à la réforme de la retraite en mai 2010, et pour principalement les mêmes raisons qui nous font refuser cette réforme. Ce que Iñaki Echaniz, député des Pyrénées-Atlantiques, lui a amèrement rappelé au Parlement lors des Questions au gouvernement le mardi 7 février 2023. (<https://youtu.be/TS1YcPo5NQY>).

Le jusqu'au boutisme de notre président mal élu risque fort de mener à une casse sociale et plus de déséquilibre dans la société et son silence constitue un grave problème démocratique qui conduit inmanquablement à une situation qui pourrait devenir explosive.

Face au rejet massif, le gouvernement doit retirer cette réforme !!

La réforme qu'il nous faut c'est celle :

- de l'arrêt des exonérations de cotisation patronales,
- de la lutte contre la fraude fiscale,
- de la mise à contribution du capital à travers des prélèvements sur les dividendes des actionnaires...

Non aux 64 ans !! et ce n'est pas négociable !!

Nous exigeons le retrait de cette réforme !!

Nous le redirons encore et plus fort ce mercredi 15 mars, tous ensemble et unis.

Encore un grand merci à toutes et tous.